

**Délibération
du 22 juin 2026**

**Renforcer la coopération franco-allemande en
matière de protection des mineurs sur les
réseaux sociaux**

I. L'émergence des réseaux sociaux a profondément transformé les modes d'interaction, de communication et de circulation de l'information. Si ces plateformes offrent des opportunités réelles en matière d'accès au savoir, d'expression personnelle et de lien social, elles exposent également leurs utilisateurs à des risques croissants : contenus hostiles ou violents, cyberharcèlement, et manipulation numérique.

Ces risques affectent de manière particulièrement préoccupante les mineurs.

D'une part, la logique algorithmique – qui privilégie les contenus courts, répétitifs et à forte stimulation – altère davantage les capacités d'attention et de concentration des enfants que celles des adultes, dont le cerveau n'a pas encore achevé son développement.

D'autre part, l'exposition à des contenus hostiles et violents, à la haine en ligne, ainsi qu'à des standards sociaux et esthétiques souvent irréalistes est particulièrement nuisible à la santé mentale des jeunes. De plus en plus de publications scientifiques tendent à établir un lien entre l'exposition à ces phénomènes et des risques accrus d'anxiété, d'isolement et de dépression chez des jeunes.

Ces dangers sont aujourd'hui amplifiés par les outils d'intelligence artificielle, qui facilitent la création

**Beschluss
vom 22. Juni 2026**

**Stärkung der deutsch-französischen
Zusammenarbeit im Bereich des Schutzes von
Minderjährigen in den sozialen Netzwerken**

I. Das Aufkommen der sozialen Netzwerke hat die Interaktions-, Kommunikations- und Informationsverbreitungsformen grundlegend verändert. Auch wenn diese Plattformen echte Möglichkeiten für den Zugang zu Wissen, persönlichen Ausdrucksformen und sozialen Kontakten bieten, setzen sie ihre Nutzer auch zunehmend Gefahren aus: feindselige oder gewalttätige Inhalte, Cybermobbing und digitale Manipulation.

Diese Risiken betreffen Minderjährige in besonders besorgniserregender Weise.

Einerseits beeinträchtigt die Logik der Algorithmen, die auf kurze, wiederholte und stark stimulierende Inhalte setzt, die Aufmerksamkeits- und Konzentrationsfähigkeit von Kindern stärker als die von Erwachsenen, da sich ihr Gehirn noch nicht vollständig entwickelt hat.

Andererseits ist die Exposition gegenüber feindseligen und gewalttätigen Inhalten, Online-Hass sowie oft unrealistischen sozialen und ästhetischen Standards besonders schädlich für die psychische Gesundheit von Jugendlichen. Ein wachsender wissenschaftlicher Literaturbestand deutet darauf hin, dass die Exposition gegenüber diesen Phänomenen mit einem erhöhten Risiko für Angstzustände, Isolation und Depression bei Jugendlichen verbunden ist.

Diese Gefahren werden heute durch KI-Tools verstärkt, die die Erstellung von Deepfakes, die

de « *deepfakes* », la diffusion d'images intimes manipulées et la propagation de campagnes de désinformation ciblées.

Bien que les opérateurs aient mis en place des dispositifs de modération et de filtrage, ces mécanismes demeurent insuffisants et permettent régulièrement à des mineurs d'accéder à des contenus inappropriés ou violents. Par ailleurs, les limites d'âge restent largement contournables, permettant à des enfants d'accéder à des plateformes dont les propres conditions d'utilisation les excluent.

Face à ce constat, plusieurs États – dont la France et l'Allemagne – ont engagé des mécanismes de protection renforcée. Toutefois, la régulation nationale reste limitée : certains domaines essentiels, tels que la modération des contenus et le traitement des données personnelles, relèvent exclusivement du droit européen. Une réponse coordonnée à l'échelle de l'Union européenne apparaît dès lors nécessaire, et l'engagement conjoint de la France et de l'Allemagne peut contribuer utilement à la faire avancer.

II. L'Assemblée parlementaire franco-allemande,

Vu le Traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes, signé à Aix-la-Chapelle le 22 janvier 2019, et notamment son article 12 relatif à la transformation numérique et à l'éthique des nouvelles technologies ;

Vu l'Accord parlementaire franco-allemand, adopté par l'Assemblée nationale le 11 mars 2019 et par le Bundestag le 20 mars 2019, instituant et définissant le rôle de l'Assemblée parlementaire franco-allemande ;

Verbreitung von manipulierten intimen Bildern und die Verbreitung gezielter Desinformationskampagnen erleichtern.

Obwohl die Betreiber Moderations- und Filtermechanismen eingerichtet haben, sind diese Mechanismen unzureichend und ermöglichen Minderjährigen regelmäßig den Zugriff auf unangemessene oder gewalttätige Inhalte. Darüber hinaus sind die Altersgrenzen weitgehend umgehbar, sodass Kinder auf Plattformen zugreifen können, deren Nutzungsbedingungen sie eigentlich ausschließen.

Angesichts dieser Erkenntnis haben mehrere Staaten - darunter Frankreich und Deutschland - verstärkte Schutzmechanismen eingeführt. Allerdings bleibt die nationale Regulierung begrenzt: Einige wesentliche Bereiche, wie die Moderation von Inhalten und die Verarbeitung personenbezogener Daten, fallen ausschließlich in den Zuständigkeitsbereich europäischen Rechts. Eine koordinierte Antwort auf EU-Ebene erscheint daher notwendig, und das gemeinsame Engagement von Frankreich und Deutschland kann dazu beitragen, sie voranzubringen.

II. Die Deutsch-Französische Parlamentarische Versammlung,

Angesichts des zwischen der Französischen Republik und der Bundesrepublik Deutschland über die deutsch-französische Zusammenarbeit und Integration am 22. Januar 2019 in Aachen unterzeichneten Vertrags, insbesondere seines Artikels 12 über die digitale Transformation und die Ethik neuer Technologien;

Angesichts des deutsch-französischen Parlamentsabkommens, das am 11. März 2019 von der Nationalversammlung und am 20. März 2019 vom Bundestag verabschiedet wurde und das Amt und

die Rolle der Deutsch-Französischen Parlamentarischen Versammlung festlegt und definiert;

Vu le Règlement européen sur les services numériques (Digital Services Act) du 19 octobre 2022 ;

Angesichts der Verordnung (EU) über digitale Dienste (Digital Services Act) vom 19. Oktober 2022;

Vu les lignes directrices de la Commission européenne sur la protection des mineurs au titre de la législation sur les services numériques, publiées en juillet 2025 ;

Angesichts der im Juli 2025 veröffentlichten Leitlinien der Europäischen Kommission zum Schutz Minderjähriger im Rahmen des Gesetzes über digitale Dienste;

Vu le communiqué du Sommet franco-allemand sur la souveraineté numérique européenne du 18 novembre 2025, appelant la Commission européenne à définir des normes strictes de protection des données sensibles ;

Angesichts der Erklärung des deutsch-französischen Gipfels über die europäische digitale Souveränität vom 18. November 2025, in der die Europäische Kommission aufgefordert wird, strenge Normen für den Schutz sensibler Daten festzulegen;

Vu la résolution du Parlement européen du 26 novembre 2025 appelant à une action renforcée face aux dangers en ligne ;

Angesichts der Entschließung des Europäischen Parlaments vom 26. November 2025, die zu verstärkten Maßnahmen gegen Gefahren im Internet aufruft;

Considérant que les réseaux sociaux exposent les mineurs à des risques substantiels pour leur développement, leur santé mentale et leur sécurité, risques amplifiés par le recours croissant à l'intelligence artificielle ;

In Anbetracht der Tatsache, dass soziale Netzwerke Minderjährige erheblichen Risiken für ihre Entwicklung, ihre psychische Gesundheit und ihre Sicherheit aussetzen, die durch den zunehmenden Einsatz von künstlicher Intelligenz verstärkt werden;

Considérant que les campagnes de désinformation et d'ingérence numérique, ciblant les valeurs démocratiques de l'Union européenne, constituent une menace sérieuse pour la cohésion européenne ;

Angesichts der Tatsache, dass digitale Desinformations- und Einmischungskampagnen, die sich gegen die demokratischen Werte der Europäischen Union richten, eine ernsthafte Bedrohung für den europäischen Zusammenhalt darstellen;

Considérant que la protection des mineurs en ligne, comme la lutte contre la manipulation numérique, requiert un cadre juridique européen robuste et une coopération bilatérale renforcée ;

Da der Schutz von Minderjährigen im Internet, wie auch der Kampf gegen digitale Manipulation einen robusten europäischen Rechtsrahmen und eine verstärkte bilaterale Zusammenarbeit erfordern;

1. Appelle, dans l'esprit du Traité d'Aix-la-Chapelle, à intensifier la coopération franco-allemande pour garantir un encadrement plus strict des plateformes, une responsabilité accrue des opérateurs à l'égard des mineurs ainsi que l'application rigoureuse des sanctions en cas d'infraction ;

2. Appelle les gouvernements français et allemand à définir des positions communes ambitieuses, en vue des négociations européennes, pour l'adoption d'un cadre législatif plus exigeant garantissant une protection effective des mineurs sur les réseaux sociaux ;

3. Appelle à une action coordonnée contre les campagnes de manipulation et d'ingérence numérique, notamment celles visant à fragiliser les valeurs de l'Union européenne ;

4. Soutient les initiatives de la Commission européenne visant à instaurer une méthode de vérification de l'âge, conforme aux exigences de protection des données et de respect de la vie privée ;

5. S'engage à œuvrer à la promotion et à la diffusion de contenus franco-allemands et européens de qualité, afin de renforcer la résilience démocratique, l'esprit critique des jeunes et la lutte contre la désinformation ;

6. Souligne que les mécanismes réglementaires doivent s'accompagner d'une politique d'éducation aux médias et de sensibilisation au numérique, afin d'initier les jeunes à l'utilisation des réseaux sociaux.

1. ruft im Sinne des Vertrags von Aachen dazu auf, die deutsch-französische Zusammenarbeit zu intensivieren, um eine strengere Aufsicht über Plattformen, eine erhöhte Verantwortung der Betreiber gegenüber Minderjährigen sowie die konsequente Durchsetzung von Sanktionen bei Verstößen zu gewährleisten;

2. fordert die französische und deutsche Regierung auf, im Hinblick auf die europäischen Verhandlungen ehrgeizige gemeinsame Positionen zu definieren, um einen strengeren Rechtsrahmen zu verabschieden, der einen effektiven Schutz von Minderjährigen in sozialen Netzwerken gewährleistet;

3. ruft zu einer koordinierten Aktion gegen Manipulations- und digitale Einmischungskampagnen auf, insbesondere solche, die darauf abzielen, die Werte der Europäischen Union zu untergraben;

4. unterstützt die Initiativen der Europäischen Kommission zur Einführung eines Verfahrens zur Überprüfung des Alters, das den Anforderungen an den Datenschutz und den Schutz der Privatsphäre entspricht;

5. verpflichtet sich, gemeinsam an der Förderung und Verbreitung hochwertiger deutsch-französischer und europäischer Inhalte zu arbeiten, um die demokratische Resilienz, den kritischen Geist der Jugend und den Kampf gegen Desinformation zu stärken;

6. betont, dass die Regulierungsmechanismen von Medienbildung und Sensibilisierung für die Digitalisierung begleitet werden müssen, um Jugendliche an die Nutzung sozialer Medien heranzuführen.